



**Lectures**  
Les comptes rendus

---

## Olivier Forlin, *Le Fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*

Eric David

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/11937>

ISSN : 2116-5289

### Éditeur

Centre Max Weber

### Référence électronique

Eric David, « Olivier Forlin, *Le Fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013, mis en ligne le 16 juillet 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/11937>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

---

# Olivier Forlin, *Le Fascisme.* *Historiographie et enjeux mémoriels*

Eric David

---

- 1 « Un énième livre traitant d'un thème archi-rebattu » : c'est ce que se diront peut-être les esprits critiques las de découvrir le titre de l'ouvrage d'Olivier Forlin : *Le Fascisme*. Cette hypothèse de lassitude peut être envisagée tant les ouvrages sur le sujet abondent. Mais on ne saurait, en l'espèce, négliger un élément fondamental accompagnant le titre de ce livre : c'est le sous-titre, *Historiographie et enjeux mémoriels*, qui donne une indication forte et précieuse sur la dimension et la finalité réelles de l'ouvrage.
- 2 En effet, loin de vouloir conter à nouveau l'histoire du fascisme, le travail de cet historien ambitionne bien plus : dresser un inventaire des très nombreux débats interprétatifs et des diverses polémiques intellectuelles qui ont animé, depuis près d'un siècle, cette thématique « chargée ». C'est donc un ouvrage qui, *a priori*, s'adresse plutôt à des spécialistes, du moins à des initiés même si l'auteur tente de le rendre accessible à tous par le biais, notamment, d'une mise en forme et d'une présentation de très grande qualité. Il est vrai que d'un point de vue formel, le livre d'Olivier Forlin possède d'incontestables atouts. Outre un index très fourni et une bibliographie particulièrement dense, la table des matières, bien découpée et équilibrée en onze chapitres, permet d'avoir une vue d'ensemble immédiate des problématiques abordées. Ces problématiques, quelles sont-elles ?
- 3 On ne s'étendra pas sur le premier chapitre qui ne fait que rappeler brièvement l'itinéraire du fascisme en Italie « d'une guerre à l'autre ». On en viendra rapidement aux chapitres relatifs aux débats ayant nourri le sujet, lesquels pourront être répartis en deux temps.
- 4 Le premier temps, regroupant les chapitres 2 à 4, met en valeur trois cycles historiographico-mémoriels qui correspondent, pour chacun, à un type d'approche. La période 1919-1945 renvoie au temps des interprétations classiques et des lectures politiques du fascisme. Si le discours des vainqueurs interprète le fascisme comme une révolution issue d'une volonté populaire et insiste sur le rôle de l'État, la vision des vaincus se subdivise en trois tendances : un courant libéral lisant le fascisme comme une

« maladie morale » ; un courant libéral-démocrate qui y voit le « révélateur des maux traditionnels de la société italienne » ; enfin, une pensée marxiste pour qui il est le produit de la crise du capitalisme. Jusqu'en 1945, le fascisme n'est en fait guère historicisé : les approches globalisantes et en partie idéologiques prévalent.

- 5 Après 1945 et jusqu'à la fin des années 1960, les analyses classiques perdurent, en France comme en Italie où l'interprétation marxiste domine. Mais l'on assiste aussi à un refoulement mémoriel : une vision sélective du fascisme et l'absence d'un « Nuremberg italien » réussissent à forger une image présentable du régime, surtout au regard du nazisme. En France, où l'interprétation marxiste aussi fut hégémonique, le fascisme devient une arme au service des combats du communisme de guerre froide, mais il est aussi objet de réflexion de la part d'intellectuels de droite qui s'emploieront à décrire la pluralité des fascismes dans leur singularité et à oser la comparaison avec le communisme. Par ailleurs, si la percée des sciences sociales permet des apports significatifs, on est toutefois resté, avec ces interprétations, dans le cadre d'analyses globales ne permettant de saisir qu'un aspect du phénomène fasciste.
- 6 Enfin, depuis la fin des années 1960 jusqu'à nos jours, le fascisme devient objet d'histoire, principalement sous l'impulsion de Renzo De Felice qui a eu la volonté de traiter le fascisme comme n'importe quel autre objet d'histoire. Les interprétations globalisantes du fascisme mises en cause, une révision de l'historiographie du fascisme a été opérée en Italie à partir des années 1960. Jusqu'en 1980, le fascisme est ainsi « relu » par des historiens qui, opposés aux visions déterministes de sa naissance et de son essor, avancent une pluralité de facteurs explicatifs : c'est alors toute une mémoire collective enfouie qui ressurgit, un peu comme en France où l'historiographie du fascisme se renouvelle avec les premières contestations de la marginalité d'un fascisme français (1960-70), les historiens étrangers (E. Weber, Nolte, Soucy, Sternhell) proposant d'autres pistes que celles de René Rémond.
- 7 Le second moment (qui englobe les chapitres 5 à 11) invite à découvrir les questionnements récurrents qui ont (eu) cours entre historiens du fascisme. On s'est par exemple interrogé pour savoir s'il convenait de parler d'un Fascisme au sens idéaltypique, ou bien, du fait des différences géographiques, de fascismes. Des éléments d'unité (effets de la Grande Guerre, mutations socio-économiques) permettent certes de produire une matrice commune au fascisme. Mais dès les années 1980, de nouvelles théories du fascisme sont apparues : des définitions unidimensionnelles, privilégiant l'optique idéologique et culturelle (Sternhell, Griffin, Eatwell) ; des définitions multidimensionnelles, plus prompts à prendre en compte la pratique politique et la dimension institutionnelle (Linz, Payne, Gentile) ; mais aussi des positions plus inclassables, comme celle de R. Paxton qui, sans négliger l'analyse des idées, préconise surtout de « saisir le fascisme en action ».
- 8 La question du fascisme italien et de sa politique extérieure a aussi figuré au tableau des discussions. L'historiographie « traditionnelle » a longtemps avancé que la politique extérieure du fascisme italien eut un rôle central dans l'histoire du régime mussolinien, alors que jusque vers la fin des années 1960, des travaux ont relativisé cette place. Depuis les années 1970, si deux interprétations sur la signification de cette politique extérieure s'opposent (De Felice versus historiens antifascistes), d'autres aspects n'ont pas été oubliés : ainsi de la colonisation fasciste mise en accusation pour ses guerres de conquête très dures en Lybie et surtout en Ethiopie ; ou encore les rapports et convergences

stratégiques et/ou idéologiques longtemps ignorés du fascisme avec le monde arabo-musulman.

- 9 La question du fascisme comme phénomène révolutionnaire fut, après avoir été balayée en systématique par les lectures marxiste et libérale-démocrate, débattue. Les premières analyses historiennes (dès les années 1920) avaient pourtant souligné sa dimension révolutionnaire (G. Dorso ; Parsons et Neumann ; E. Weber et G. Mosse) malgré la difficulté à le concevoir dans l'Italie des années 1940-1960. C'est en fait sous l'influence des analyses de Renzo de Felice (1965) qu'un caractère révolutionnaire a été conféré au fascisme : le parcours politique de Mussolini et les divergences entre un fascisme-mouvement (intransigeant) et un fascisme-régime (plus conservateur) invitent à ce constat. Approfondissant le sillon tracé par De Felice, E. Gentile se focalise, lui, sur ce qu'il estime être le cœur du projet fasciste : l'État totalitaire.
- 10 Autre question, celle de savoir si le fascisme rentre dans la catégorie du totalitarisme. Inventé vers 1923-1925, le concept tendait à ne s'appliquer qu'au nazisme et au communisme alors que le fascisme, banalisé dans la mémoire collective et exclu de la catégorie « régimes totalitaires » dans les analyses savantes (Arendt, Neumann, Borkeu), fut d'abord perçu comme « dictature autoritaire ». Ce n'est que vers le milieu des années 1970, sous l'égide d'Emilio Gentile, qu'on le redécouvre comme totalitarisme : le rôle du parti, mais surtout l'expérience continue de domination politique au dynamisme intrinsèque constitueraient des éléments probants. En dépit de critiques persistantes contre l'équation « fascisme = totalitarisme », un consensus a paru néanmoins se former autour de l'idée que le fascisme relève bien du totalitarisme, quand bien même ce dernier resterait inachevé (Tranfaglia, Collotti).
- 11 Les rapports entre fascisme et antisémitisme ont aussi été interrogés car l'idée d'une exception italienne à ce sujet a prévalu pendant plusieurs décennies après 1945, laissant pour seule responsable l'Allemagne nazie. Il est vrai que l'absence d'un « Nuremberg italien » a accéléré la minimisation des responsabilités dans le processus génocidaire. Aujourd'hui, il paraît cependant admis que l'antisémitisme répondit à une logique interne du fascisme italien à partir de la seconde moitié des années 1930, le tournant se situant en 1938 avec l'apparition de lois raciales, véritable césure avec la politique de la période libérale d'intégration des juifs. L'historiographie a donc réévalué, depuis les années 1980, l'importance de l'antisémitisme fasciste et ses responsabilités, jusqu'à s'accorder sur le fait que ce dernier était le produit d'un processus politique endogène au régime.
- 12 Pour ce qui est du fascisme français, les controverses furent vives, voire violentes. Il faut dire que la réputation de la France, « patrie des droits de l'homme », pouvait s'en trouver écornée surtout que les premières mises en cause de la marginalité du fascisme français, vers 1960-1970, furent forgées par des chercheurs américains, allemands et israéliens. Ceux-là décelèrent les racines d'un fascisme autochtone dans la France de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'ailleurs, entre 1980 et 2000, du fait de l'hypothèse d'une naissance française du fascisme — par la jonction du socialisme antimarxiste et du nationalisme organique, les polémiques dépassèrent les cercles universitaires. Mais il est vrai que si l'approche méthodologique — déterministe — d'un Sternhell fut critiquée car elle consistait à faire une histoire des idées parfois détachée du contexte historique, au final, la recherche n'en fut que stimulée.
- 13 En dernier lieu, l'auteur revient sur le fascisme et le pouvoir pendant la Seconde guerre mondiale, insistant plus particulièrement sur les controverses entourant le régime de Vichy et sa nature. Il a fallu attendre 1954 pour voir les historiens s'emparer de ce sujet

préempté par les acteurs politiques ou des intellectuels engagés. Parmi ces historiens, R. Rémond a fini par considérer Vichy comme étranger au fascisme en raison d'une complexité due à une pluralité de tendances, tout comme S. Hoffmann qui y a vu une dictature pluraliste. Mais cette tendance au refoulement et à la défascisation rétrospective n'a pas empêché le retour d'une mémoire douloureuse des années noires : en 1973, le livre de Paxton représentera un tournant décisif des études historiques sur Vichy.

- 14 L'auteur de cet immense travail conclut ainsi : s'il n'y a pas d'accord sur une acception unique du fascisme, néanmoins, depuis la « percée conceptuelle des années 60-70 », des paramètres (liens avec le jacobinisme, projet de régénération de l'homme, État totalitaire, dimension révolutionnaire, fonction matricielle de la Grande Guerre etc.) sont capables de délimiter un socle constitutif, lequel n'empêche toutefois pas des divergences sur, par exemple, la nature du fascisme italien comme totalitarisme ou sur l'existence d'un fascisme français. Mais alors qu'en Italie les polémiques ont laissé place aux discussions sereines des échanges universitaires, en France, les dérapages visant à instrumentaliser le terme pour discréditer un adversaire subsistent, particulièrement au sein de l'arène politico-médiatique.

---

## AUTEUR

**ERIC DAVID**

Docteur en Sociologie politique (Université Paris Ouest Nanterre), Ministère de l'Éducation nationale, Paris.